

Unité départementale du Haut-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 20/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BUTACHIMIE**

USINE DE CHALAMPE  
GESTIFTSFELD  
68490 Chalampé

Références : -  
Code AIOT : 0006700513

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement BUTACHIMIE implanté USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BUTACHIMIE
- USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampé
- Code AIOT : 0006700513
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Butachimie exploite à Chalampé (Haut-Rhin) des installations de production d'adiponitrile (ADN) et d'hexaméthylènediamine (HMD).

Le site est autorisé à exploiter un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement (site Seveso Seuil Haut et IED). Il est notamment réglementé par l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016. La puissance des installations de combustion autorisée du site supérieure à 20MW soumet l'installation au Système d'Échange des Quotas d'Émissions de CO2 (SEQUE).

A ce titre, l'exploitant doit déclarer chaque année ses émissions de CO2 et ses niveaux d'activité de l'année précédente. Ces déclarations sont effectuées sur la base d'un Plan de Surveillance des émissions (PDS) et d'un Plan Méthodologique de Surveillance des niveaux d'activité (PMS), approuvés par le préfet.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Détermination des quantités nettes de chaleur mesurable : pertes de chaleur	Règlement européen du 19/12/2018, article NNEXE VII points 7.1 FAR 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois
2	Programme métrologique pour la détermination des niveaux d'activité	Règlement européen du 19/12/2018, article 11 Règlement 2019/331	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	dérogation déclaration torchères de sécurité	Règlement européen du 19/12/2018, article 10.5.b)	Demande d'action corrective	3 mois
4	prise en compte du retour condensat	Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe VII 7.1) et 7.2) règlement 2019/331	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a porté sur les déclarations des niveaux d'activité de l'installation et le Plan Méthodologique de Surveillance (PMS) associé.

Suite à l'inspection, l'exploitant devra :

- évaluer les pertes sur son réseau de chaleur. Une première approximation doit être réalisée pour être prise en compte dans la déclaration 2026 au titre de l'année 2025.
- transmettre à l'Inspection les rapports de métrologie des compteurs listés dans la partie confidentielle du rapport. Les contrôles seront effectués par l'exploitant à l'occasion de l'arrêt de l'installation planifié courant 2026.

- déposer auprès de l'autorité compétente une nouvelle demande de dérogation portant sur la détermination des quantités de gaz résiduels envoyés à la torche pour des raisons de sécurité.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détermination des quantités nettes de chaleur mesurable : pertes de chaleur

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article NNEXE VII points 7.1 FAR 2019/331
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  7.1 Toutes les quantités de chaleur mesurable indiquées se rapportent à la quantité nette de chaleur mesurable, déterminée comme le contenu calorifique (enthalpie) du flux thermique transmis au procédé consommateur de chaleur ou à l'utilisateur externe, diminué du contenu calorifique du flux de retour. Les procédés consommateurs de chaleur qui sont nécessaires au fonctionnement du système de production et de distribution de chaleur, tels que le dégazage, la préparation d'eau d'appoint et les purges régulières de vapeur, sont pris en compte dans le rendement du système thermique et ne peuvent donc pas être considérés comme des procédés consommateurs de chaleur ouvrant droit à une allocation. [...]
<b>Constats :</b>  Dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission (SEQE), les exploitants peuvent bénéficier d'allocations de quotas gratuits en fonction de leur consommation de chaleur mesurable. La chaleur consommée peut être déduite par calcul en soustrayant les pertes de chaleur à celle produite. Chaque exploitant doit transmettre au préfet un plan méthodologique de surveillance (PMS) qui cadre les méthodes de surveillance utilisées pour réaliser les déclarations des niveaux d'activités. Dans la note explicative accompagnant son PMS, l'exploitant explique que son installation étant compacte, les pertes de chaleur qui s'échappent au travers des canalisations sur le réseau de vapeur peuvent être considérées comme nulles. Les pertes de chaleur prises en compte pour le calcul des allocations gratuites correspondent à la chaleur consommée pour le dégazage du circuit et la mise au toit de la vapeur. Pendant l'inspection, il a été constaté qu'une distance de plusieurs centaines de mètres séparait l'une des chaudières du site produisant de la vapeur et les ateliers la consommant. Toutes les canalisations observées étaient calorifugées et reliaient les ateliers hors des enceintes des bâtiments. Ce constat amène à remettre en question les hypothèses de l'exploitant sur la détermination des pertes de chaleur sur l'installation. Interrogé, l'exploitant a expliqué que la détermination des pertes sur le transport de la vapeur nécessiterait une étude de plusieurs mois au regard de la complexité du site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit proposer une première méthode d'approximation des pertes sur les canalisations pour lui permettre de les prendre en compte dans la déclaration 2026 des niveaux d'activité de l'année 2025. L'exploitant devra présenter les actions menées pour la détermination des pertes sur le réseau de chaleur.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Programme métrologique pour la détermination des niveaux d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 11 Règlement 2019/331
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 11 Système de contrôle (...)</p> <p>2. Aux fins du paragraphe 1, premier alinéa, l'exploitant établit, consigne, met en œuvre et tient à jour des procédures écrites concernant les activités de gestion du flux de données et les activités de contrôle, et fait référence à ces procédures dans le plan méthodologique de surveillance conformément à l'article 8, paragraphe 3.</p> <p>4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, les rapports de contrôle de plusieurs compteurs utilisés pour la détermination des déclarations des niveaux d'activité ont été demandés à l'exploitant. Ces compteurs ont été choisis par sondage. L'exploitant a expliqué ne pas avoir encore lancé son programme de contrôle et attendre le futur arrêt de l'installation de l'année prochaine pour pouvoir le réaliser. Actuellement seuls des contrôles curatifs sont effectués suite à d'éventuelles avaries sur les systèmes de mesure. À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté un rapport réalisé à l'occasion d'un contrôle suite à la panne d'un compteur de débit de gaz résiduels. Le compteur faisant l'objet de ce rapport a pu être identifié grâce aux références mentionnées dans ce rapport, aux schémas accompagnant le plan méthodologique de surveillance et au système de gestion de l'installation.</p> <p>L'exploitant a expliqué que la totalité des compteurs utilisés dans le cadre du SEQE ne pouvait être contrôlée régulièrement au regard de leur nombre (une trentaine) et de la capacité de l'équipe de contrôle. Avec l'aide du vérificateur de l'installation, l'exploitant a défini une liste des capteurs les plus impactants en termes de précision du point de vue des déclarations et les a intégrés à son programme de contrôle existant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>à l'issue de la campagne de contrôle métrologique effectuée lors de l'arrêt de l'installation de 2026, l'exploitant devra fournir les rapports de contrôle des compteurs listés par l'Inspection dans la partie confidentielle de ce point de contrôle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 3 : dérogation déclaration torchères de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 10.5.b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SEQE-Activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  b) 100 % de la quantité de flux et d'émissions de l'installation énumérés dans le plan de surveillance de l'installation approuvé conformément au règlement (UE) no 601/2012 soient attribués aux sous-installations, sans omission ni double comptage, à moins qu'ils ne se rapportent à un procédé n'ouvrant pas droit à l'allocation à titre gratuit, comme la production d'électricité dans l'installation, la mise en torchère pour des raisons autres que la sécurité, qui ne relève pas d'une sous-installation avec référentiel de produit, ou la production de chaleur mesurable exportée vers d'autres installations couvertes par le SEQE de l'Union européenne;
<b>Constats :</b>  Dans le cadre du SEQE, les quantités de gaz envoyées vers des torches pour des raisons de sécurité exclusivement peuvent être déclarées et donnent droit à l'allocation de quotas gratuits. Dans le PMS couvrant les déclarations de 2025 à 2030 dans sa version 2.2, l'exploitant explique au chapitre 5 (a) i de l'onglet « G_fall-back » : « Ces torches n'ont pas qu'une fonction unique de sécurité, mais également de brûlage de butène (en tant que COV). La distinction n'est pas possible à ce jour. Nous demandons une dérogation compte tenu qu'un projet de combustion procédé sera mis en œuvre en 2023. » Cette explication n'a pas été modifiée par rapport aux versions antérieures du document même si le projet est arrivé à son terme. L'exploitant a modifié l'installation pour que les gaz nécessitant un traitement en continu ne soient plus envoyés à la torche mais vers un autre système de traitement. La mise en place de la déviation a pu être constatée en partie sur les installations et sur des plans présentés par l'exploitant. Il a précisé que la déviation mise en place n'est pas opérante dans les faits. Elle fait partie d'une ligne de production qui a été mise à l'arrêt de manière pérenne sans date définie de reprise d'activité. La demande de dérogation provisoire conditionnée à la réalisation du projet et sa mise en service n'est donc plus fondée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  l'exploitant doit présenter une demande de dérogation portant sur le comptage des quantités de gaz résiduelles envoyés en torchage pour des raisons de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : prise en compte du retour condensat**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe VII 7.1) et 7.2) règlement 2019/331
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>7.1) Toutes les quantités de chaleur mesurable indiquées se rapportent à la quantité nette de chaleur mesurable, déterminée comme le contenu calorifique (enthalpie) du flux thermique transmis au procédé consommateur de chaleur ou à l'utilisateur externe, diminué du contenu calorifique du flux de retour.[...]</p> <p>7.2) [...]</p> <p>Lorsque de la vapeur d'eau ou de l'eau chaude font office de milieu caloporteur, si le condensat n'est pas restitué ou s'il n'est pas possible d'estimer l'enthalpie du condensat restitué, l'exploitant détermine la valeur de hreturn en se basant sur une température de 90 °C.</p> <p>Si l'on sait que les débits massiques ne sont pas identiques, la méthode suivante est appliquée:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lorsque l'exploitant prouve de manière concluante à l'autorité compétente que le condensat demeure dans le produit (par exemple, dans les procédés d'«injection de vapeur vive»), l'enthalpie de ce condensat n'est pas déduite;</li> <li>-si l'on sait qu'il y a déperdition du milieu caloporteur (par exemple en raison de fuites ou d'une mise à l'égout), une estimation du flux massique correspondant est déduite du flux massique du milieu caloporteur transmis. [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>procédure fait état de plusieurs compteurs utilisés pour la détermination de la quantité de condensats qui retourne dans les chaudières. Interrogé sur ces compteurs, l'exploitant a déclaré ne pas les utiliser pour réaliser les déclarations de niveaux d'activité en contradiction avec le contenu de la note explicative accompagnant le PMS.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu expliquer la manière dont les condensats sont pris en compte dans le calcul de la chaleur mesurée consommée. La déclaration de cette chaleur donne droit à l'allocation de quotas gratuits.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra fournir à l'Inspection une note explicative détaillant la manière dont les flux de retour condensat sont pris en compte dans le calcul de la chaleur mesurable consommée.</p> <p>Il devra également fournir une nouvelle version corrigée du PMS et de sa note explicative cohérente avec les explications apportées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>